



**PRÉFET
DU VAR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer du Var**

Service mer et littoral
Bureau littoral Est
Référence : n°2022-283

Toulon, le 23 NOV. 2022

**Commune de Grimaud
Concession de la plage naturelle du Gros Pin**

Rapport de présentation

Par délibération en date du 9 novembre 2021, le conseil municipal de la commune de Grimaud a autorisé le maire à solliciter les concessions des plages de l'Avant-Port, de Port Grimaud, de Saint-Pons-les-Mûres, du Gros Pin, de l'Anse du Vieux Moulin, de Beauvallon, de Guerrevieille 1, des Cigales et de Guerrevieille 2.

Il est à préciser que les plages précitées sont actuellement réparties au sein de cinq concessions de plage accordées à la commune de Grimaud. Ce fractionnement en neuf entités distinctes permettra de prendre en compte l'évolution du littoral grimaudois et de rationaliser l'occupation de l'espace du point de vue domanial.

Après avoir fait l'objet d'ajustements, les projets de concession finalisés ont été instruits conformément aux dispositions du code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP).

Chaque projet faisant l'objet d'un dossier dédié, le présent rapport de présentation ne concerne que la concession de la plage du Gros Pin.

Projet de concession :

La plage du Gros Pin fait actuellement partie de la concession de plage de Saint-Pons-les-Mûres. Le terme de celle-ci a été repoussé au 31 décembre 2023 afin de pouvoir assurer le service public des bains de mer de façon transitoire, dans l'attente de la mise en place de la nouvelle concession. Ainsi, la concession de la plage du Gros Pin entrera en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2024, pour une durée de 10 ans.

L'emprise totale de la concession est de 7 675 m².

Compte tenu de sa configuration particulière, la concession est décomposée en deux secteurs distincts :

- le secteur 1, d'une emprise totale de 6 058 m², comprenant :
 - une surface de plage, dénommée « exploitable », d'une superficie de 5 701 m² et d'un linéaire de 198 m ;
 - une surface de 357 m² composée de rochers, talus...
- le secteur 2, d'une emprise totale de 1 617 m², constituée d'une surface de plage dénommée « exploitable », et d'un linéaire de 93 m.

Il est à noter que l'ouvrage en enrochements, situé entre les deux secteurs de plage fera l'objet d'une concession d'utilisation du domaine public maritime en dehors des ports spécifique, distincte de la présente concession de plage.

De même, l'épi-ponton, situé à l'ouest de la concession, est maintenu dans le cadre d'une autorisation d'occupation temporaire.

Le projet ne prévoit pas l'installation de lots de plage ou de zones spécifiques, qu'il s'agisse du secteur 1 ou du secteur 2.

Le projet ne se situe pas dans un périmètre de protection réglementaire (ZNIEFF, Natura 2000, espace remarquable...).

Instruction :

Consulté au titre de l'article R.2124-25 du CGPPP, le préfet maritime a émis un avis favorable le 5 juillet 2022.

La sous-commission départementale d'accessibilité a été consultée conformément aux dispositions de l'article R.2124-26 du CGPPP, le projet communal indiquant que la topographie et l'aménagement du site rendent le secteur 2 de cette plage inaccessible aux personnes à mobilité réduite. Cette instance a émis un avis favorable sur le projet le 5 septembre 2022.

Le directeur départemental des finances publiques, consulté au titre de l'article R.2124-26 du CGPPP, a fixé les conditions financières du projet le 13 septembre 2022. Il est à préciser que, l'entrée en vigueur de la concession intervenant au 1^{er} janvier 2024, le montant de la redevance sera actualisé sur la base du barème départemental 2024.

Considérant les éléments précités, le service en charge de la gestion du domaine public maritime a, à son tour, émis un avis favorable sur le projet.

Conclusion :

Le projet de concession a été établi en conformité avec les dispositions du CGPPP relatives aux concessions de plage.

Les avis recueillis lors de l'instruction administrative étant favorables et le directeur départemental des finances publiques ayant réglé les conditions financières de cette opération, le projet est soumis à l'enquête publique tel que prévu à l'article R.2124-27 du code précité.

Le directeur départemental adjoint
des Territoires et de la Mer,
Délégué à la Mer et au Littoral
Eric LEFEBVRE